

## **Französischer Text zu den Guinea-Anhörungen:**

Les autorités en Allemagne sont en train de convoquer beaucoup de réfugiés africains pour les "identifier" et expulser. La semaine passée, une délégation de la Guinée est arrivée (dans la ville de Braunschweig), qui était déjà deux fois à Hambourg (en 2005) et à Dortmund (en 2006), aussi en Suisse et aux îles Canaries. La délégation reste deux semaines en Allemagne. A peu près 400-450 réfugiés de toute l'Allemagne, pas seulement des Guinéens, sont convoqués, et la délégation reçoit de l'argent pour faire des laissez-passer pour les déporter. Cette fois, la délégation est venu sans N'Faly Keita, parce-qu'il y'avait des preuves, qu'il a aussi joué le rôle d'un passeur en prenant de l'argent pour aider des Guinéens à venir en Europe - et après il a collaboré avec les autorités allemandes pour les déporter!

Le nouveau chef de la délégation s'appelle Ousmane Diao Balde, il est Directeur National des affaires juridiques et consulaire au Ministère des affaires étrangères de la coopération, de l'intégration africaine et des Guinéens de l'étranger et - il a participé à la Conférence Ministerielle euro-africaine sur la migration et le développement en 2006 à Rabat (contre la-quelle nous avons manifesté ensemble)! En automne, il va commencer un poste de travail à l'ONU à New York. Il est aussi en train de négocier un contrat de réadmission entre l'Allemagne (et probablement aussi des autres pays) et la Guinée.

Pour moi, c'est un exemple comment les événements internationaux sont liés avec des choses qui se passent dans les pays différents et comment les gouvernements et les institutions internationaux travaillent ensemble. Et pourquoi c'est nécessaire de travailler ensemble contre cette politique au niveau transnational! Par exemple, je trouve très important de faire public en Guinée ce que cette délégation fait en Allemagne (et dans des autres pays)! Ici, nous luttons depuis longtemps contre la collaboration des autorités allemandes et les ambassades et délégations des pays africains, surtout concernant ces "interviews" et les expulsions, et on pouvait réussir dans quelques cas, s'il avait des contacts avec des activistes ou des journalistes dans les pays d'origine des réfugiés.

21.07.2007